

Chère Madame, Cher Monsieur

La Santé, bien commun et précieux, est un enjeu social et politique majeur. Une société est vertueuse et digne lorsqu'aucun de ces citoyens n'est oublié, particulièrement les plus vulnérables.

Notre système de santé, reconnu comme l'un des meilleurs au monde, a été mis à mal par trois décennies de politiques de privatisation et de libéralisation aux conséquences sanitaires désastreuses. Il est devenu moins humain et plus inégalitaire.

La santé des citoyens et plus particulièrement de nos enfants doit être au cœur de nos préoccupations. Les enjeux de santé ne doivent pas être réduits aux seules dimensions du soin et des questions budgétaires. Ils doivent être ancrés dans une politique de Santé publique cohérente, articulée avec des mesures sociales et environnementales nécessaires à la bonne santé de la population.

Tourné vers l'avenir, le programme de la France Insoumise vous rejoint pleinement sur la nécessité d'engagements politiques forts pour la Santé de toutes et tous, à commencer par celle de nos enfants. C'est pourquoi nous prenons l'engagement si nous sommes élus de :

1/ Soutenir un projet de loi créant un fond dédié à la recherche sur les cancers, leucémies et maladies incurables pédiatriques.

Au-delàAu-delà de ce projet de loi, des mesures urgentes doivent être prises en matière de prévention, primaire et pas seulement secondaire (dépistage, etc.). Des travaux récents, internationaux et français, tirent le signal d'alarme concernant l'épidémie de maladies chroniques, parmi lesquelles les cancers, dont une proportion substantielle a des causes environnementales. L'OMS en fait désormais une priorité de santé publique. En France le Réseau environnement santé milite depuis des années pour un changement de paradigme du système de santé, dont la santé environnementale serait le cœur. Toujours en France, depuis 1980, les cancers infantiles augmentent d'1% par an et sont la 2ème cause de mortalité chez l'enfant. En Gironde, l'utilisation de pesticides aux alentours des écoles est incriminée dans l'augmentation du risque de leucémie chez l'enfant, qui est supérieur de 20% à celui de la moyenne nationale.

Il est donc urgent d'agir sur les causes environnementales des pathologies en sus de donner des moyens à la recherche. A cet effet, nous voulons une réévaluation complète de l'ensemble des substances chimiques utilisées sur le territoire Français. Nous refuserons les OGM et interdirons les pesticides nuisibles. Nous mettrons également en place une généralisation du bio dans les cantines scolaires. C'est d'abord en prenant soin de l'environnement de nos enfants que nous prendrons soin de leur santé. Nous sommes ici en plein accord avec les récentes propositions du réseau environnement santé, exigeant qu' « aucun bébé ne naisse pré-pollué ».

Enfin, nous sommes très attentifs aux très fortes inégalités sociales face au cancer, inadmissibles dans un pays développé et riche comme la France. Non seulement les catégories populaires sont les plus exposées aux cancérogènes, mais aussi la survie moyenne des malades est moins bonne pour les groupes défavorisés. On constate en outre une forte surmortalité du groupe des ouvriers/employés par rapport à celui des cadres et professions intermédiaires. Et quand l'on regarde les inégalités d'accès à la prévention et aux soins anti-cancéreux, la situation n'est pas meilleure. Cette situation est scandaleuse. La lutte contre le cancer implique de se donner pour objectif prioritaire la réduction de ces inégalités.

2/ Lancer un plan Cancer enfant et y associer une revalorisation de l'allocation journalière de présence parentale et son maintien pendant la durée réelle de la maladie.

L'amélioration des conditions d'accueil et de la prise en charge physique et psychologique des enfants dans les hôpitaux s'articule pleinement avec notre programme de réforme progressiste de l'offre de soin et du fonctionnement hospitalier. Nous souhaitons mettre fin aux logiques de « l'hôpital entreprise » déconsidérant les métiers de soignants et organisant une médecine centrée sur la maladie seule et non sur la prise en charge globale du patient. Avec la France Insoumise, l'hôpital aura

les moyens humains, matériels et financiers de fonctionner de façon à procurer des soins de qualité à toute la population, en tout point du territoire. Nous souhaitons par exemple former et recruter 62500 soignants sur 5 ans. Renforcer les équipes soignantes sera profitable à tout le monde : aux personnels évidemment, qui retrouveront des conditions de travail décentes, mais aussi aux patients, car le soin dépasse le seul aspect clinique et technique : on sait que ces derniers, et particulièrement les plus jeunes, veulent aussi des soignants disponibles, attentifs, à l'écoute. Rien de cela n'est possible dans un hôpital-entreprise où les soignants ne cessent de courir et de gérer l'urgence.

De plus, le cancer est une maladie chronique qui appelle un financement non exclusivement centré sur la T2A, qui n'est pas adaptée à la prévention, l'éducation thérapeutique du patient, une prise en charge de qualité. Nous proposons de sortir du tout T2A, qui doit être réservée à la part la plus industrielle de la médecine, c'est-à-dire les actes techniques, programmables et standardisables. Le reste relève de la dotation globale ou du forfait.

La relation au patient et son ~~bien-être~~bien-être physique et psychique sont, vous l'aurez compris, au cœur de la prise en charge. Le soin en pédiatrie nécessite une attention toute particulière tant dans la façon de soigner que dans la relation avec l'enfant et ses parents. C'est pourquoi nous souhaitons également que soit intégré au parcours universitaire de médecine et aux différents cursus des métiers de santé, des cours obligatoires de relation soignant-patient. Le cancer, comme toutes les maladies chroniques, interpelle la polarisation des études médicales sur la seule dimension technique et la relégation de la dimension humaine dans des dispositifs périphériques, comme les consultations d'annonce. L'humain ne peut être le supplément d'âme de prises en charge de plus en plus techniques et procéduralisées. Il doit être au cœur des pratiques quotidiennes des équipes. Cela passe aussi par une refonte des études médicales et paramédicales, en y accordant, par exemple, plus de place aux sciences humaines et sociales.

Nous sommes favorables également à l'encouragement des dons de sang, de plaquettes et de moelle osseuse.

3/ Nous rejoignons entièrement votre propos ~~quand~~quant au fait que le financement de ces mesures ne doit pas être supportée par une nouvelle imposition des ménages français.

Nous nous donnerons les moyens de nos engagements.

Nous sommes favorables, dans un premier temps à la création de contributions obligatoires auprès des industriels du médicaments, des producteurs de pesticides et phytosanitaires et à la taxe d'un centime par paquet de tabac. Cependant, ces financements seront provisoires car il nous paraît incohérent de nous appuyer sur les responsables mêmes des dégradations environnementales, même en les taxant.

Notre politique de santé publique se veut à la hauteur des enjeux de demain, respectueuse de la Santé de ses concitoyens et de l'environnement.

La Santé et le médicament ne sont pas des marchandises. L'industrie pharmaceutique et la recherche ne doivent pas être soumis à des intérêts financiers mais à l'intérêt général. C'est pourquoi nous remettons à plat le circuit du médicament en créant un pôle public du médicament chargé des activités de recherche et de production de médicaments en collaboration avec l'INSERM et le CNRS. Notre projet est de renforcer la recherche publique pour ne plus dépendre seulement de l'innovation aiguillonnée par le profit, qui laisse forcément de côté nombre de maladies rares ; il est d'en finir avec la culture des conflits d'intérêt et de l'entre-soi expert en ouvrant largement les instances d'évaluation aux associations représentatives des malades et usagers ; de se donner enfin les moyens de produire des médicaments dont la formule est tombée dans le domaine public afin de ne plus dépendre du bon vouloir de l'industrie.

Comme évoqué précédemment, nous refuserons les OGM et interdirons les pesticides nuisibles.

Par notre engagement pour l'application de ces mesures et de celles de notre programme l'Avenir en Commun, nous vous réaffirmons notre volonté de lutter contre les maladies infantiles et d'oeuvrer pour une politique de santé dirigée vers l'ensemble de nos concitoyens, solidaire et dépourvue de toute capture par les intérêts privés.

En espérant avoir pleinement répondu à vos interrogations ainsi qu'à vos attentes que nous partageons, et vous souhaitant bonne réception de ce courrier, nous vous invitons également à retrouver l'ensemble du programme de la France Insoumise, *L'avenir en commun*, sur le [site https://laec.fr/](https://laec.fr/) ou en librairie et les livrets thématiques sur le site : <https://avenirencommun.fr/>.

Bien cordialement,  
L'Equipe de la France Insoumise